

À force de co-gérer la police avec le ministère, les syndicats sont débordés par des coordi-nations. Les flics en ont aussi assez de leurs ambiguïtés.

"Et ils sont où, et ils sont où les syndicats ?" ont scandé quelque 150 des 300 policiers réunis place du Chatelet à Paris le 10 mai, avant de siffler et de huer Nicolas Comte, le leader du SGP-Unité police organisateur du rassemblement. Chez les contestataires, beaucoup expliquaient que, s'ils ont une carte syndicale, c'est pour l'avancement ou pour obtenir une mutation vers leur province d'origine, sans plus... Pourquoi se cacher derrière son petit doigt ? Historiquement, quelle que soit la majorité politique en place, les syndicalistes policiers s'en sont toujours défendu : non ils ne font pas de co-gestion de la police avec leur administration de tutelle ! Et bien si ! Et ce n'est pas d'hier. Et ils en recueillent aujourd'hui les fruits amers. A plusieurs reprises, des "coordinations" ont appelé les policiers à manifester leur courroux, par SMS ou courriers électroniques. Une seule chose sauve - pour l'instant - les appareils syndicaux : la forte syndicalisation dans la profession... Le ministère, sans pour autant l'anticiper, avait pressenti le danger de voir apparaître de telles coordinations. Certains, aux cabinets du ministre Claude Guéant et de Frédéric Péchenard, le directeur de la police, avaient averti : " *attention, à force de jouer les uns contre les autres, de n'écouter qu'un son de cloche, on risque des débordements*" . La seule réponse apportée à cette alerte a été, une fois encore, de choyer les uns et les autres, selon l'intérêt du moment... Ajoutons à cela que certains observateurs imaginent derrière les manifestations passées et à venir la main de certains hauts fonctionnaires de la Police nationale, choyés par Nicolas Sarkozy, qui voient mal l'arrivée du nouveau Président de la République, et l'ambiance dans les commissariats risque encore de se détériorer.